



**PRÉFET  
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71  
37 Boulevard Henri Dunant  
CS 80140  
71040 Mâcon Cedex 9

Mâcon, le 29/01/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/06/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SUEZ RV Centre Est**

Route de Menoux  
70160 Faverney

Références : FV/NM/2025/M\_44  
Code AIOT : 0005401118

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/06/2024 dans l'établissement SUEZ RV Centre Est implanté Route du Bois Morey 71210 Torcy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Par courrier du 28 juin 2019, l'exploitant a transmis au préfet une notification de mise à l'arrêt de son installation de stockage de déchets non dangereux.

L'installation soumise à autorisation est réglementée par l'arrêté préfectoral du 29 septembre 2011 modifié notamment par l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2019, ainsi que par l'arrêté ministériel du 15 février 2016.

L'objet de l'inspection est de faire un point sur la cessation d'activité de l'installation, notamment sur la partie réaménagement.

A noter : le recouvrement du casier 4 a fait l'objet d'une inspection en 2021.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SUEZ RV Centre Est
- Route du Bois Morey 71210 Torcy
- Code AIOT : 0005401118
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site a accueilli de 1978 à 2019 notamment des résidus urbains (p.ex. matériaux de démolition) et industriels (p.ex. laitier de fonderie, suie) ainsi que des ordures ménagères et de l'amiante lié. L'emprise des zones de déchets représente 20,7 ha. Près de 4,1 millions de tonnes de déchets ont été enfouies.

**Thèmes de l'inspection :**

- Déchets

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Plan	Arrêté Préfectoral du 29/09/2011, article 8.1.3.3 e	Demande d'action corrective	3 mois
6	Suivi des digues	Arrêté Préfectoral du 29/09/2011, article 9.3.9	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Casier cendres de dépoussierage	Arrêté Préfectoral du 29/09/2011, article 8.3	Sans objet
2	Casier amiante	Arrêté Préfectoral du 29/09/2011, article 8.2.1.7, 8.2.1.8,	Sans objet
4	Notification	Arrêté Préfectoral du 29/09/2011, article 1.7.6	Sans objet
5	Réaménagement paysager	Arrêté Préfectoral du 29/09/2011, article 8.1.4	Sans objet
7	Suivi du tassement	Arrêté Préfectoral du 29/09/2011, article 9.3.10	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a réaménagé son site conformément à la réglementation. Il est demandé de commenter les résultats de ces contrôles dès leur réalisation sans attendre la rédaction du rapport annuel.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Casier cendres de dépoussierage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/09/2011, article 8.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, sol pollué
<b>Prescription contrôlée :</b>  Des dispositifs existants permettent le contrôle de l'étanchéité des alvéoles, la qualité des eaux autour et la récupération des lixiviats, notamment :  une buse de contrôle entre l'argile et la géomembrane, trois piézomètres placés au pourtour de l'alvéole d'une profondeur d'au moins deux mètres de plus que celle du fond de l'alvéole.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté à l'Inspection un schéma d'implantation des alvéoles dédiés aux suies. Le schéma présente 4 piézomètres (Pz1, S1, S2 et S3) situés en périphérie des alvéoles. L'exploitant indique que 3 piézomètres sont suivis une fois par an pour vérifier l'absence de réalimentation des piézomètres autour des alvéoles. L'exploitant a présenté le rapport n°23-R013-02B d'août 2023 de contrôle du piézomètre S1. La profondeur du piézomètre indiquée dans le rapport est de 5,64m. L'exploitant indique que les alvéoles ont une profondeur de 3m environ. Le rapport indique que le piézomètre ne se réalimente pas après sa purge. L'exploitant a également présenté le rapport n°23-R013-02D d'août 2023 de la buse de contrôle en périphérie de l'alvéole 5. Le rapport indique l'absence d'eau.  L'Inspection a constaté la présence des piézomètres ainsi que de la buse de contrôle à l'emplacement des casiers.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Casier amiante

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/09/2011, article 8.2.1.7, 8.2.1.8,
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, sol pollué
<b>Prescription contrôlée :</b>  Après la fin d'exploitation d'un casier dédié aux déchets d'amiante lié, une couverture d'au moins un mètre d'épaisseur est mise en place, recouverte d'une couche de terre végétale permettant la mise en place de plantations.

**Constats :**

Aussi par courriel du 8/10/20, l'Inspection a donné son accord sur la proposition de couverture suivante :

- Sur le dôme :

- une couche support de 30cm pour protéger l'intégrité des emballages amiante ;
- une couche de matériaux anti-érosion constituées de matériaux de remblayage de Marmagne - épaisseur 1m ;
- un géocomposite de drainage avec un drainage périphérique ;
- une couche de matériaux « végétalisables » type A2 (épaisseur 30cm) ;
- un ensemencement par des espèces sélectionnées.

- Sur les talus :

- une couche support de 30cm pour protéger l'intégrité des emballages amiante ;
- une couche de matériaux anti-érosion constituées de matériaux de remblayage de Marmagne - épaisseur 1m ;
- un ensemencement par des espèces sélectionnées et mises en œuvre avec la technique de GEOMULCH.

L'exploitant a transmis à l'Inspection le rapport de conformité de la couverture finale du casier amiante de juin 2021. Le rapport indique que le recouvrement prévu a bien été réalisé sauf pour ce qui est de l'ensemencement des talus qui doit être réalisé à l'automne 2021 du fait de contraintes liées aux matériaux utilisés dans les talus.

L'exploitant a présenté à l'Inspection un courriel du 7 septembre 2021 indiquant que l'ensemencement était en cours.

L'inspection a par ailleurs pu constater la végétalisation des talus et du dôme du casier amiante.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Plan**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/09/2011, article 8.1.3.3 e

**Thème(s) :** Risques chroniques, couvertures

**Prescription contrôlée :**

Toute zone couverte fait l'objet d'un plan général de couverture et, si nécessaire, de plans de détail qui complètent le plan d'exploitation prévu à l'article 2.6.

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

[...]

- le plan d'exploitation de l'installation de stockage. Ce plan fera apparaître :  
l'emprise générale du site et ses aménagements ;

la zone à exploiter ;

les niveaux topographiques des terrains ;

<p>les voies de circulation et les rampes d'accès aux zones d'exploitation, l'emplacement des casiers de la décharge et le cas échéant, les alvéoles ;</p> <p>le registre des déchets entreposés casier par casier (provenance, nature, tonnage) ;</p> <p>le schéma de collecte des eaux, des bassins et des installations de traitement correspondantes ;</p> <p>le schéma de collecte du biogaz et des installations de traitement correspondantes ;</p> <p>les zones réaménagées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté à l'Inspection un plan à l'échelle 1/500 daté du 30 novembre 2023. Le plan représente notamment les aménagements, les niveaux topographiques, les bassins, les voies de circulation, la collecte du biogaz et des eaux.</p> <p>L'emplacement des casiers et des alvéoles et la nature des déchets enfouis est repris dans l'étude hydrogéologique du 4 juin 2019.</p> <p>Les registres des déchets entreposés casier par casier n'ont pas pu être présentés par l'exploitant.</p> <p><b>Demande 1 : L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre les registres des déchets entreposés casier par casier (provenance, nature, tonnage) sous 3 mois.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Demande 1 : L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre les registres des déchets entreposés casier par casier (provenance, nature, tonnage) sous 3 mois.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 4 : Notification

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/09/2011, article 1.7.6</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mise en sécurité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Conformément à l'article R.512-39-1 du code de l'environnement, lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt six mois au moins avant celui-ci. Dans le cas de l'installation de stockage de déchets, cette notification devra intervenir 6 mois avant la date de fin d'exploitation.</p> <p>La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :</p> <p>l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;</p> <p>des interdictions ou limitations d'accès au site ;</p> <p>la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;</p>

<p>A la fin de la période d'exploitation du centre de stockage de déchets, tous les aménagements non nécessaires au maintien de la couverture du site, à son suivi et au maintien en opération des dispositifs de captage et de traitement du biogaz et des lixiviats sont supprimés et la zone de leur implantation remise en état.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La notification de mise à l'arrêt de l'exploitant signale la présence :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'une cuve de 3m3 de GNR dédié à l'exploitation et de son retrait à l'arrêt de l'exploitation ;</li> <li>• d'un petit stock d'huiles et liquide de refroidissement (benne fermée avec rétention).</li> </ul> <p>Il fait état également de la nécessité d'évacuer les lixiviats des casiers suies et de nettoyer les séparateurs hydrocarbures.</p> <p>L'exploitant indique avoir évacué la cuve de GNR ainsi que le stock d'huiles et de liquide de refroidissement. Il indique pomper une fois par an les lixiviats des casiers suies via des buses placées au-dessus des alvéoles.</p> <p>Il indique par ailleurs que le nettoyage des séparateurs hydrocarbures est géré dans le cadre de l'exploitation du centre de tri.</p> <p>L'installation arrêtée est située dans l'enceinte de l'établissement toujours en fonctionnement pour la partie collecte et tri de déchets. L'établissement est clos, son accès est limité.</p> <p>D'après le dossier de notification, un risque d'explosion existe du fait de la production de biogaz dues à la dégradation de déchets stockés. La gestion de ce risque est notamment encadrée par des prescriptions concernant l'installation de valorisation de biogaz (AP du 29/9/11 modifié le 10/1/17).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Réaménagement paysager

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/09/2011, article 8.1.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Paysage</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les actions à mener en termes d'aménagements paysagers sont les suivantes.</p> <p>[...]</p> <p>b) Éclaircies fortes (secteur boisé bleu) : [...]</p> <p>c) Plantations du hêtre et des féviers d'Amérique :</p> <p>[...] Les essences sont :</p>

<p>un hêtre pourpre (<i>Fagus sylvatica</i> var. <i>Purpurea</i>) ; trois févriers d'Amérique (<i>Gleditsia triacanthos</i> var. <i>inermis</i>).[...]</p> <p>d) Plantation de la haie arbustive :</p> <p>La haie arbustive sera implantée sur 80 mètres de longueur.[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté la présence :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• de 4 arbres aux emplacements prévus ;</li> <li>• d'une haie le long du bassin d'eau pluviale sud ;</li> <li>• d'une trouée d'arbres au niveau de l'emplacement prévu.</li> </ul> <p>L'exploitant indique que les plantations ont été réalisées en 2015 et l'éclaircissement en 2020 ; les travaux ont fait l'objet d'une vérification de l'ONF et ont été abordés dans les rapports annuels correspondants.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Suivi des digues

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/09/2011, article 9.3.9</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Structure</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le suivi en déformation de la digue aval et de son raccordement avec la digue Nord-Est est réalisé par la mise en place de quatre inclinomètres I1, I2, I3 et I4 suivant plan annexé au présent arrêté. Les quatre inclinomètres font l'objet de mesures réalisées trimestriellement pendant la phase d'exploitation et annuellement pendant la période de suivi à long terme.</p> <p>Préalablement, aux travaux de construction de la digue Nord-Est, l'exploitant définit le système de mesure topométrique à mettre en place pour suivre les variations géométriques susceptibles d'affecter l'ouvrage. La constitution du réseau de mesure doit être confiée à un géomètre. L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, dès le début des travaux, les dispositions qu'il a retenues pour quantifier les déplacements ou déformations de la digue, ainsi que le schéma d'implantation des points de mesure.</p> <p>Un état initial de la topométrie est réalisé dès la fin des travaux. Par la suite, la surveillance est réalisée trimestriellement pendant la phase d'exploitation puis annuellement pendant la période de suivi à long terme.</p> <p>Les résultats des suivis [...] sont commentés, en particulier sur l'admissibilité des déplacements mesurés ; ils sont transmis à l'inspection des installations classées à l'issue de chaque campagne de mesure.</p>
<p><b>Constats :</b></p>



<p>Le mémoire de réhabilitation du 26/11/19 n'indique pas d'anomalie pour ce qui est des mesures inclinométriques réalisée en 2019.</p> <p>L'exploitant a présenté à l'Inspection le rapport 2024/0116b du 7 juin 2024 qui conclut que la digue ne montre pas de mouvement.</p> <p>Le mémoire de réhabilitation présente en figure 25 la localisation des repères topographiques. Il n'indique pas d'anomalie.</p> <p>L'exploitant a présenté à l'Inspection un tableau de relevés des mesures topographiques comparant des données du 9 février 2017 à des données du 30 novembre 2023. Ces données ne sont pas commentées.</p> <p><b>Demande 2 : L'inspection demande à l'exploitant de commenter les résultats des relevés topographique de la digue sous 3 mois.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Demande 2 : L'inspection demande à l'exploitant de commenter les résultats des relevés topographique de la digue sous 3 mois.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 7 : Suivi du tassement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/09/2011, article 9.3.10
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Pollution des eaux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le suivi du tassement des déchets, de l'ancienne zone III, situés sous le casier 4 est réalisé par la mise en place de tassomètres suivant profils A, B, C, D et E représentés sur le plan annexé au présent arrêté. Le profil D remplacera le profil C à compter du début d'exploitation de la phase 4. Le suivi des tassomètres est réalisé trimestriellement pendant la phase d'exploitation puis annuellement pendant la période de suivi à long terme.</p> <p>Les résultats sont commentés, en particulier sur l'admissibilité des tassements mesurés ; ils sont transmis à l'inspection des installations classées à l'issue de chaque campagne de mesure.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le mémoire de réhabilitation du 26/11/19 n'indique pas d'anomalie pour ce qui est des mesures tassométriques réalisée en 2019.</p> <p>Le rapport 2024/0116a du 7 juin 2024 a été présenté à l'Inspection. Il ne signale pas d'anomalie.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite